

PETITION A L'ATTENTION DE LA PRESIDENTE DU CONSEIL MUNICIPAL, DES CONSEILLERS MUNICIPAUX
ET DES CONSEILLERS ADMINISTRATIFS DE PLAN-LES-OUATES

« Protégeons les citoyens de Plan-les-Ouates contre les excès de la politique d'asile »

Nous, habitants souhaitant vivre en sécurité et sereinement à Plan-les-Ouates, estimons que l'ouverture récente du centre fédéral de requérants d'asile, qui a été imposé à la commune dans son abri de Protection Civile se trouvant route des Chevaliers-de-Malte 16, a dépassé les limites de ce qui est tolérable. Nous regrettons que la population n'ait pas été consultée par un vote et que les autorités communales n'aient pas pu trouver les solutions pour s'opposer plus fermement à ces décisions découlant de la politique d'asile. Nous souhaitons donc que les autorités communales y remédient par tous les moyens possibles.

Ce centre, d'une capacité de 100 places, a ouvert à quelques mètres de l'école primaire du Pré-du-Camp, de la crèche du Serpentin, de la maison de retraite Happy Days et de places de jeux, aux abords d'une zone d'habitation, tout en privant les habitants de la commune de cet abri. Ceci alors que deux centres cantonaux pour migrants d'une capacité de plus de 200 places chacun sont prévus sur la commune de Plan-les-Ouates, dont un déjà en construction. C'est-à-dire potentiellement plus de 500 personnes relevant de l'asile, soit plus de 4% de la population de la commune, alors qu'au niveau fédéral cette statistique serait de près de 2%, soit l'un des taux les plus élevés parmi les pays développés. De plus, alors qu'on nous laissait entendre initialement que les personnes hébergées seraient surtout des femmes et enfants d'Ukraine, on nous expliquait plus récemment qu'il s'agirait, dans le cas du centre situé à l'abri PC exclusivement d'hommes, venant largement d'Afghanistan, de Turquie, d'Erythrée et d'Afrique du Nord, comme le suggèrent aussi les statistiques au niveau fédéral.

Nos demandes, exprimées à travers cette pétition portée par l'UDC Plan-les-Ouates, se fondent notamment sur les constats alarmant des phénomènes et des incidents parfois graves qui surviennent plus souvent suite à l'établissement de tels centres et sont les conséquences de la politique d'asile inconsistante au niveau fédéral, comme le démontre régulièrement l'actualité en Suisse depuis plusieurs années. A savoir :

- Agressions physiques et sexuelles, harcèlement des femmes et comportements menaçants.
- Trafics de drogue, vols, cambriolages et déprédations de biens et propriétés privés et publics.
- Incivilités, occupation et détérioration d'espaces publics, intimidations et effet négatif sur les commerces.
- Tensions et affrontements entre groupes de requérants et de réfugiés d'origines différentes.
- Actions à caractère terroriste, dont récemment une prise d'otage dans un train.
- Problèmes sanitaires, tels que proliférations de punaises de lit et de la galle.
- Coûts pour la collectivité, pressions sur les infrastructures, réquisition de bâtiments et lieux communaux.

Pour ces raisons, nous demandons aux autorités communales de :

1. Tout mettre en œuvre dans le but de fermer au plus vite le centre de requérants d'asile établi dans l'abri PC de la route des Chevaliers-de-Malte.
2. Déployer un dispositif de sécurité renforcée, en ayant recours aux moyens cantonaux et fédéraux, aux abords des écoles, des crèches et des autres lieux sensibles de la commune, ainsi que dans les quartiers proches d'où sont hébergées les personnes issues de l'asile, tout en prévoyant des patrouilles fréquentes dans les autres quartiers de la commune.
3. S'opposer et lutter avec détermination contre tout projet actuel et futur d'hébergement de requérants d'asile et de réfugiés sur la commune de Plan-les-Ouates ou à proximité.

Nom du pétitionnaire principal :

Dr. Jean-Christophe Delfim, Président de l'UDC Plan-les-Ouates

Adresse de correspondance :

UDC Genève, Chemin de la Gravière 4, 1227 Les Acacias

Tél. : 078 635 12 60 - Adresse électronique : info@udc-plo.ch

► Pétition à retourner à l'adresse de correspondance, ou par mail à info@udc-plo.ch, d'ici au 15 juin 2024.

Pétition munie de 237 signatures